

De l'implémentation du THIMO comme projet vert à la résurgence des problèmes d'insalubrité et de désertification dans le département de Boundiali (Nord de la Côte d'Ivoire)

From the implementation of THIMO as a green project to the resurgence of unsanitary conditions and desertification problems in the department of Boundiali (Northern Ivory Coast).

Auteur 1 : KANÉ ZIÉ Abel

Auteur 2 : Bouhi Sylvestre TCHAN BI

KANÉ ZIÉ Abel, Docteur en Sociologie de l'Environnement, membre du LAASSE (Laboratoire de Sociologie économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques de Université Felix Houphouete Boigny, Côte d'Ivoire).

Bouhi Sylvestre TCHAN BI, Enseignant Chercheur UFR communication et Société, Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université Alassane Ouattara -Bouaké-Côte d'Ivoire), membre du LAASSE (Laboratoire de Sociologie économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques de Université Felix Houphouete Boigny, Côte d'Ivoire).

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KANÉ ZIÉ .A & TCHAN BI .B S (2026) « De l'implémentation du THIMO comme projet vert à la résurgence des problèmes d'insalubrité et de désertification dans le département de Boundiali (Nord de la Côte d'Ivoire) », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 1570 – 1590.



DOI : 10.5281/zenodo.19893360

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Au lendemain de la crise post-électorale de 2011, le gouvernement ivoirien par le truchement de l'Agence Emploi Jeune implémente le projet THIMO¹. Ce projet, outre d'être une solution à l'insertion sociale des jeunes a une dimension verdoyante. Il se positionne comme une stratégie de restauration de l'Environnement confronté aux problèmes d'insalubrité rurale et de désertification. Le présent article a pour objectif principal d'analyser les logiques sociales de la résurgence des problèmes environnementaux dans les localités de Baya, Yélé, et Wora, situées dans le département de Boundiali au nord de la Côte d'Ivoire. A cet effet, il examine la manière dont les perceptions sociales rattachées aux métiers de préservation de l'environnement, socles dudit projet constituent des barrières à la pérennisation de la salubrité et du reboisement dans les zones rurales sus-relevées. Pour ce faire, les techniques telles la revue documentaire, l'observation directe, les entretiens individuels semi-directifs et les focus groupes ont guidé la collecte des données autour d'un échantillon de 38 personnes. Les outils tels que la grille d'observation et le guide d'entretien semi-directif sont utilisés. L'analyse des données collectées démontre qu'après neuf mois d'activité dans ces villages, le projet THIMO n'a pas réussi à résoudre durablement les problèmes environnementaux. Les perceptions des métiers liés à l'environnement, en l'occurrence, des métiers d'« appauvrissement social », de « disqualification sociale » et des métiers de « transition » sont des ressources idéologiques de démobilisation des jeunes et par ricochet, les moteurs de la résurgence de ces problèmes.

Mots-clés : Thimo, insertion sociale, insalubrité, désertification, perceptions locales, Boundiali

¹ Travaux à haute intensité de main d'œuvre

Abstract :

In the aftermath of the 2011 post-election crisis, the Ivorian government, through the Youth Employment Agency, launched the THIMO project. In addition to serving as a solution for the social integration of young people, this project has an environmental dimension. It positions itself as a strategy for environmental restoration in the face of problems such as rural environmental degradation and desertification. The primary objective of this article is to analyze the social dynamics underlying the resurgence of environmental problems in the localities of Baya, Yélé, and Wora, located in the Boundiali department in northern Côte d'Ivoire. To this end, it examines how social perceptions associated with environmental conservation professions the foundation of this project constitute barriers to the sustainability of sanitation and reforestation in the aforementioned rural areas. To this end, methods such as literature review, direct observation, semi-structured individual interviews, and focus groups guided the data collection process involving a sample of 38 individuals. Tools such as observation grids and semi-structured interview guides are used. Analysis of the collected data shows that, after nine months of activity in these villages, the THIMO project has not succeeded in resolving environmental problems in a sustainable manner. Perceptions of environment-related occupations specifically, occupations associated with “social impoverishment,” “social disqualification,” and “transition” serve as ideological resources for demobilizing young people and, consequently, as drivers of the resurgence of these problems.

Keywords: Thimo, social integration, unsanitary conditions, desertification, local perceptions, Boundiali

Introduction

La lutte contre la désertification et celle contre l'insalubrité sont très importantes dans toute l'humanité en générale et en particulier sous nos tropiques. La Côte d'Ivoire n'est pas en marge de ces activités de protection de l'environnement et de lutte contre la désertification. C'est dans cette perspective que le gouvernement ivoirien par l'intermédiaire à la fois du ministère de l'Hydraulique de l'assainissement et de la salubrité (MINHAS) et du ministère de l'environnement du développement durable et de la transition écologique (MEDDTE) mènent des activités qui sont entre autres : la sensibilisation et la répression, la gestion des déchets, la participation au COP 16 sur la lutte contre la désertification et la sécheresse à Ryadh (Arabie Saoudite), (Ministère de l'environnement du développement durable et de la transition écologique). La Côte d'Ivoire fait face à des problèmes environnementaux et de désertification, elle a perdu plus de 90% de sa couverture forestière qui est passée de 12 millions d'ha en 1960 à environ 3 millions d'ha en 2007. Le taux moyen de déforestation est passé de 1,5% entre 1900 et 1980 à près de 3,5% entre 1980 et 2008, soit environ 200000ha². En 2020 la superficie de la forêt en Côte d'Ivoire est estimée à 2,97 millions d'hectares (Cuny et al., 2023). Dans la même veine, il est constaté une forte régression des savanes entre 1986 et 2023 du fait de l'urbanisation (N'Guessan et al., 2019 ; Silue et al., 2023 ; Kone et al., 2025). À côté de ce taux de déforestation alarmant, les surfaces reboisées sont restées marginales. Environ 198000 ha ont été plantés depuis 1929 (soit 1/65ème de ce qui a été déboisé) avec une large diversité d'essences (34 recensées), dont trois principales : teck (38%), fraké (13%) et framiré (7%). Les 3/4 de ces reboisements ont donc été réalisés sur le Domaine Forestier Permanent de l'Etat (DFPE) et sont principalement gérés par la Société de développement des forêts. En ce qui concerne la biodiversité, il importe de notifier qu'il existe 89 espèces endémiques et 59 espèces menacées. Certaines plantes, peu répandues, sont en voie d'extinction parce qu'elles sont surexploitées ou parce que leurs sites sont perturbés c'est le cas des plantes telles que *Alafia scandens*, *Anthostema senegalense*, *Chlorophora excelsa* et *Dioscorea lecardii*. Depuis 1960, au moins 26 espèces de plantes vasculaires ont disparu ou ne se rencontrent qu'exceptionnellement et 170 espèces sont en voie d'extinction. Cet état de fait témoigne de la problématique de la désertification avancée que connaît le pays comme énoncé plus haut. Par ailleurs, le problème d'insalubrité dans les villes de l'intérieur du pays et surtout en zone rurale se pose avec acuité. En effet, en ce qui concerne la gestion des déchets, la majorité de ces localités ne bénéficie pas d'un soutien escompté des services techniques des collectivités territoriales pour le ramassage et la

² Environnement.gouv.ci « le profil environnemental de la Côte d'Ivoire » fournit une analyse complète de la situation environnementale du pays y compris la situation spécifique du nord

gestion des déchets ménagers. (Kone, 2020 ; Nambahigue et al., 2023). Ce qui explique le faible taux de collecte et l'apparition de dépôts sauvages dans lesdites localités (Ministère de l'Environnement du développement durable et de la transition écologique, 2023). Seulement 22% de la population a accès à une installation d'assainissement améliorée, 33% en milieu urbain et 11% en milieu rural. Le pourcentage de la population n'ayant pas accès à une latrine est très élevé : 28% au niveau national dont 6% en milieu urbain et 51% en milieu rural, (Ibid.). Ce qui traduit les nombreuses difficultés d'insalubrité en zone rurale. En outre, pour pallier le problème de chômage des jeunes en quête d'emplois décents, le gouvernement ivoirien avec l'aide financier de la Banque Mondiale a initié au lendemain de la sortie de crise en 2011, le Projet Emploi Jeunes et Développement des Compétences (PEJEDEC) dont découlent deux sous-projet : le projet AVEC³ et le projet THIMO. Le projet THIMO, au-delà de participer à l'insertion sociale de la jeunesse et au développement de leurs compétences professionnelles, ambitionne d'être un projet vert. Il se positionne comme une solution aux problèmes d'insalubrité et de désertification auxquels sont confrontés les habitants des régions de la Côte d'Ivoire en général et plus particulièrement dans la région de la Bagoué et des localités de Baya, Yélé et Wora .Ce sous-projet concerne, les femmes, les hommes, les personnes vulnérables et en situation d'handicap, de tout niveau de qualification, âgées de 18 à 40 ans en situation de sans emploi. C'est un projet inclusif qui tient compte de la dynamique du genre et de la résilience sociale. Ces acteurs ont été formés aux métiers de préservation de l'environnement tels que « la pré collecte », le « balayage », « le curage des caniveaux » et le « jardinage ». Ils sont professionnellement nommés « brigadier » et ont été déployés dans les marchés, les centres de santé, les grandes artères de ces villages. Selon la responsable THIMO et le coordonnateur de la cellule projet dans la région de la Bagoué , les THIMO ont produit les résultats escomptés, c'est-à-dire que pendant la durée du projet neuf mois (octobre 2024 à juin 2025) les hôpitaux avaient fière allure, les établissements publics, les endroits comme les marchés, les routes étaient régulièrement assainies par les brigadiers, le reboisement était effectif dans les sites choisis qui sont à Baya, le quartier *Zanvigué Dalla* à la sortie de la ville, à Yélé dans le quartier Soba et à Wora dans un espace au quartier Fomon et Ziélakaha. Cependant, en dépit des résultats escomptés pendant neuf mois d'implémentation du projet THIMO sur l'environnement, il convient de noter un désenchantement relatif à la pérennisation de la salubrité et du reboisement dans ces localités. Car, il est constaté une résurgence des problèmes environnementaux liés à l'insalubrité locale et à la désertification. En effet, après l'implémentation du projet THIMO sur la période de 9 mois, force est de constater à la suite d'une exploration dans

³ Association villageoise d'Épargne et de Crédit devenue aujourd'hui Association de Valorisation d'Épargne Communautaire

ces différentes localités, que ces sites qui bénéficiaient de l'assainissement par les brigadiers sont redevenus insalubres. Les sites de reboisement sont laissés à l'abandon. Ils sont devenus des lieux de réfectoires des petits et grands ruminants et les dépotoirs sauvages y ont refait surface. D'où son choix dans la présente étude intitulée « l'implémentation du THIMO comme projet vert à la résurgence des problèmes d'insalubrité et de désertification dans le département de Boundiali » Ce qui amène l'étude à poser la question principale suivante : quelles sont les logiques sociales de la résurgence des problèmes environnementaux après le projet THIMO dans les localités de Baya, Yélé et Wora ? De ces questions vont découler un objectif spécifique. Sous le prisme de la problématique illustrée, l'objectif générale de cette étude est d'examiner les différentes perceptions socialement identifiées, comme des ressources idéologiques de démobilisation des jeunes. Ce qui traduit des barrières à la gestion durable de l'environnement dans la région de la Bagoué au nord de la Côte d'Ivoire. Sous ce rapport, après avoir présenté le projet THIMO comme une stratégie de restauration de l'environnement local confronté aux problèmes d'insalubrité et de désertification, cette étude présente trois résultats que sont : le projet thimo comme stratégie de préservation durable de l'environnement ; Une stratégie de lutte contre la désertification à travers le reboisement ; Perceptions sociales des métiers liés à l'environnement dans le projet thimo ; La construction des thimo comme projet transitoire et disqualification des emplois décents arrimés aux métiers d'environnement. Ces résultats seront analysés à la lumière de la théorie de la représentation sociale, (Moscovici, 1989, Donnadiou, 2006 ; Friedman, 2011) l'influence des perceptions sociales des métiers liés à l'environnement et des perceptions liées au projet THIMO sur la durabilité de la préservation de celui-ci.

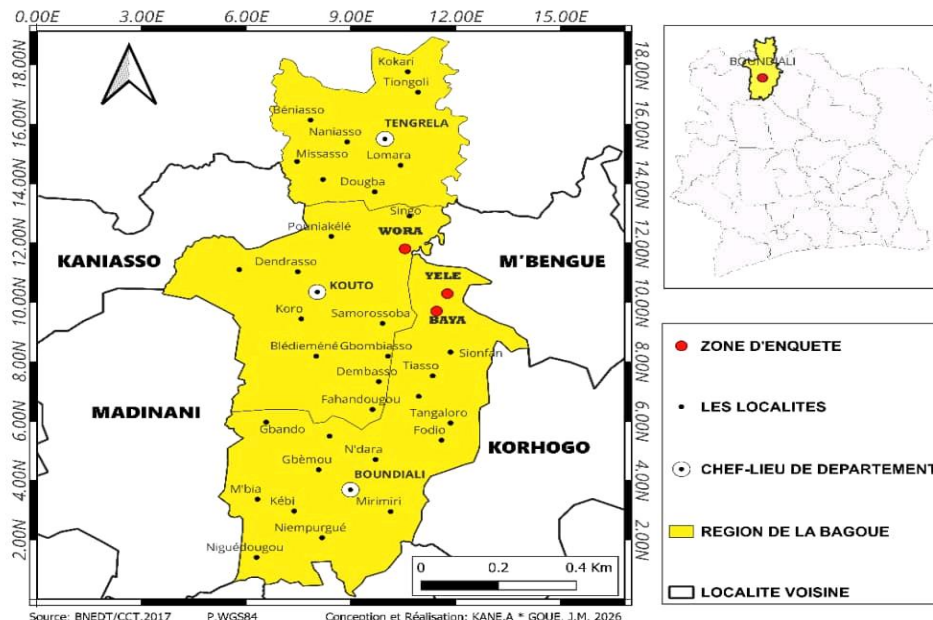
1-Methodologie

1-1-Site de l'étude

Le site de l'enquête est la sous-préfecture de Baya, située dans le nord de la Côte d'Ivoire, dans la région de la Bagoué (Département de Boundiali). D'un point de vue institutionnel, Baya est chef-lieu de sous-préfecture. Sa population est estimée à plus de 16715 habitants, dont 8696 Hommes et 8019 Femmes (Rgph, 2021). Dans cette sous-préfecture, les villages de Yélé et Wora font l'objet d'investigation par choix raisonné. D'une part, ce sont des lieux d'implémentation du projet THIMO et d'autre part, les problématiques environnementales se posent avec acuité. L'orpaillage clandestin avec son corolaire de dégât sur l'environnement physique. En tant que chef-lieu de sous-préfecture, Baya bénéficie d'un ancrage institutionnel, notamment une représentation des institutions étatiques comme la sous-préfecture, les établissements sanitaires et éducatifs publics,

comme : les écoles, les Hôpitaux. Des interlocuteurs, à même de répondre à certaines questions puisque ces établissements dont ils sont responsables sont directement concernés par l'enquête.

Figure N°1 ; La carte graphique des localités étudiés



Source : BNEDT/CCT, 2017 P.WGS84

1-2-Collecte et analyse

Cette étude est essentiellement qualitative. En fait, elle a consisté à interroger d'abord les experts de la question. Il s'agit de la cellule projet du Conseil Régional de la Bagoué. Le maître d'ouvrage du sous-projet THIMO qui n'est autre que l'ong EICF⁴. Ensuite nous avons interrogé les témoins privilégiés, notamment les directions régionales du ministère de l'Environnement et de l'Agence Emploi Jeunes de la Bagoué. Ces directions sont aussi un maître d'ouvrage des THIMO dans la Bagoué. Enfin nous avons échangé avec la population cible composée : des différents brigadiers, de Baya, Yele et Wora. Les participants ont été sélectionnés par choix raisonné conformément aux objectifs recherchés. Deux techniques ont guidé la collecte des données : l'observation directe sur le site, les entretiens semi-directifs. Les outils tels que la grille d'observation et le guide d'entretien semi-directif utilisés ont permis de mettre à nu les perceptions des acteurs de THIMO associées aux métiers de préservation de l'environnement et de la biodiversité ainsi que le projet THIMO lui-même. 38 personnes obtenues par saturation constituent l'échantillon de cette étude. Celles-ci sont réparties comme suit : (2) responsables au Conseil Régional, (1) responsable projet de l'ong EICF, (1) Directeur Régional de l'environnement de la Bagoué, (2) agents de l'agence emploi

⁴ Ensemble Imaginons et Construisons le Futur

jeune, (1) directeur de centre de santé, (1) responsable d'établissement scolaire et enfin, (30) brigadiers. Pour l'analyse des données nous avons eu recours à l'analyse de contenu par l'herméneutique collective (Ruquoy et al., 1990). Ce qui a permis de structurer les résultats ci-dessous qui constituent les fondements de cette étude.

2-Resultats de l'étude

Une analyse transversale des données issues des entretiens individuels et focus groupes fait ressortir deux catégories de résultats. A la base de ces résultats, il apparaît que la résurgence des problèmes environnementaux, après neuf mois d'activités THIMO auprès des populations de Baya, Yélé, Wora, est dépendante de leur perception des métiers de préservation de l'environnement ainsi que du projet en lui-même. Primo, nous exposons que la résurgence de l'insalubrité et la destruction des surface reboisées dans ces localités est le fait de la construction de ces métiers comme des « métiers de « disqualification sociale » et des métiers d'« appauvrissement social ». Secundo, il s'agit de faire une lucarne sur la perception des institutions chargées du suivi et de l'exécution du projet. En effet, ces institutions perçoivent ce projet comme un projet de « transition » qui doit permettre l'insertion des jeunes dans le tissu social, par la création des activités génératrices de revenus. Ces résultats sont exposés dans le paragraphe qui suit.

2-1-Le projet THIMO comme stratégie de préservation durable de l'environnement

2.1.1. Le projet THIMO envisagé comme solution à la restauration de l'environnement insalubre

Pour la Banque mondiale, les THIMO s'exécutent de préférence dans les zones rurales qui environnent les centres urbains retenus pour les THIMO urbains. Cette stratégie vise à créer une plus grande synergie entre les activités mises en œuvre par les régions dans le cadre du désenclavement et de l'amélioration du cadre de vie dans les zones rurales. Les THIMO en milieu rural porteront sur un ou deux types d'activités ci-après énumérées, selon le choix exprimé par les régions : Reboisement en forêt domaniale ou forêt non classée, Entretien des pistes rurales et gestion de la Salubrité en milieu rural.

En ce qui concerne l'assainissement et la gestion de la salubrité, l'observation directe dans les localités de Baya, Yélé et Wora révèle l'absence d'un mécanisme formel de gestion de la salubrité aussi bien dans l'environnement immédiat que dans les centres de santé et les établissements scolaires. Toutefois, une régulation informelle de la salubrité fonctionne sous les orientations du

pouvoir coutumier. En effet, les chefs de village et les notables désignent un espace situé à quelques encablures du village, servant de lieu de dépotoir des ordures ménagères pour les différentes familles. Certaines familles par contre gèrent leurs déchets à proximité de leur résidence sans être interpellées par les autorités coutumières lorsqu'il y a débordements. Cette gestion informelle s'étend également dans les lieux publics comme le marché, où chaque commerçant a la responsabilité de la salubrité de son espace de vente.

La gestion informelle et non structurée des déchets dans leur ensemble a occasionné la prolifération des dépotoirs sauvages dans l'espace habité des différents villages, créant ainsi des situations d'insalubrité sans précédent dans les espaces publics

Cette observation directe est confirmée dans les propos d'un des responsables de L'ONG EICF coordonnant le projet THIMO dans la région de la Bagoué :

Avant le projet thimo, les différentes principales artères de ces localités étaient jonchées par les ordures de toutes sortes : les sachets plastiques constituaient l'essentiel des déchets, ensuite il y avait les déchets ménagers, comme les restes de nourriture, et enfin les feuilles d'arbres. Dans notre marché ici, on se débrouille comme on peut avec les ordures, il n'y a personne pour nettoyer donc on balaie chaque matin, mais ça ne suffit pas parce que chacun nettoie pour lui et entre les places personnes ne balaie, les voies entre les étalages sont remplies de saletés.

Pour ce qui est du centre de santé de Baya, il faut noter qu'il existe un mécanisme interne de déchets sanitaires. Ce mécanisme consiste en l'absence d'un incinérateur moderne, à incinérer les déchets tels que les seringues, des placentas, compresse et autres à ciel ouvert .. Cette méthode comporte des risques dans la mesure où certains déchets ne peuvent pas être consumés par le feu. Ce qui présenterait des probabilités de contamination pour la population en général et pour le personnel soignant en particulier. . Dès lors, l'implémentation du projet THIMO dans la sous-préfecture de baya et les villages de Yélé et Wora apparaît comme une bouffée d'oxygène en matière d'assainissement et d'hygiène pour les communautés locales. C'est un projet vert qui vient restaurer la qualité de la salubrité dans les espaces publics. Selon le chef du village de Wora la venue de ce projet THIMO est très salubre car il va régler ce problème d'insalubrité. *« Affaire d'ordure chez nous, c'est compliqué, personne ne s'en occupe. Souvent quand on crée des dépotoirs, personne ne jette les ordures là-bas, donc le projet va nous arranger beaucoup même »*

En effet, après leur formation aux métiers de gestion de l'environnement, des brigades THIMO ont été déployées dans les localités de Baya, Yélé et Wora. Ces acteurs étaient organisés en des

équipes mixtes. Selon les données du terrain, une brigade est constituée de 25 personnes dont 51% de femmes, 47% d'hommes et 2% de personnes en situation de handicap. Toutefois, force est de constater que sur 1655 bénéficiaires enrôlés il y a 1443 femmes et 250 hommes. Ces brigadiers participaient alors à l'assainissement du cadre de vie, en l'occurrence le curage des caniveaux, la pré-collecte des ordures, le balayage des grandes artères, etc.. Le programme des différentes brigades était établi comme suit : le matin de 7 h à 12 h entretien de la voirie, curage des caniveaux, nettoyage des lieux public, comme les hôpitaux, le foyer des jeunes, les établissements scolaires. Ils étaient munis de brouettes, de bottes, de gangs, de râtaux, de pelles, de machettes et de houes pour mener à bien leur travail. Ces acteurs de l'environnement, étaient tenus, dans l'après-midi, de 15 h à 16 h, d'assurer le nettoyage des endroits qui n'ont pas pu être nettoyés le matin. Les brigadiers avec la collaboration des chefs de villages ont répertorié des endroits qui vont servir de grand dépotoir unique utilisable même après le projet. Ainsi, après des séances de nettoyage, les ordures non consommées étaient acheminées au moyen d'une brouette vers le dépotoir unique. Par ailleurs, force est de noter que le travail des brigadiers avait deux volets. Le premier consistait à l'assainissement des villages et le deuxième volet mettait l'accent sur la prévention et le contrôle social. Ce dernier volet consistait d'abord à sensibiliser les communautés locales sur la nécessité de s'abstenir de jeter les ordures à l'air libre et à utiliser les bacs à ordures, ensuite, ils passaient au contrôle social par l'interpellation des individus qui se débarrassaient de leurs ordures (papiers, sachets, restes de nourritures, bouteilles vides) dans les endroits inappropriés. Ceux-ci étaient invités à recourir aux bacs à ordures. Il faut souligner qu'avant le démarrage des activités, il y avait des dépotoirs sauvages dans les localités de Baya, Yélé et Wora. . Pour y remédier, des fûts à ordures ont été installés dans des endroits stratégiques qui représentent des lieux habituellement fréquentés par les communautés. De plus, les griots de certains villages ont été sollicités pour lancer un appel aux habitants sur la nécessité de respecter les règles d'hygiène. Selon le témoignage de certaines autorités locales et de certains chefs d'établissements publics, les THIMO leur ont été d'un grand secours.

Le témoignage d'une autorité dans la localité de Yélé en est une parfaite illustration

Avant le début des THIMO, le village n'était pas propre il faut dire la vérité, mais maintenant ça va, on ne voit plus comme avant les sachets dans la rue, les papiers même le marché qui était un vrai dépotoir à ciel ouvert à fière allure. Vraiment les gens là, font du bon travail.

2.1.2. Le projet THIMO : une stratégie de lutte contre la désertification à travers le reboisement

Selon la direction régionale de l'agriculture, la région de la Bagoué, située au nord de la Côte d'Ivoire a une pluviométrie moyenne annuelle de 895,89mm. Depuis 1960, il est constaté un déficit hydrique avec des baisses des hauteurs précipitées. Pour les acteurs de la direction régionale, Il existe une corrélation entre la pluviométrie et la désertification de la nature dans cette région. Selon Global Forest Watch (2025), en 2020, la Région de la Bagoué possédait 400kha de forêt naturelle, s'étendant sur 39% de sa superficie. En 2024, cette région a perdu 7,5 hka de forêt naturelle, ce qui équivaut 2,1MT d'émission de CO₂. Face à cette problématique l'Etat de Côte d'Ivoire mène une politique de lutte contre la déforestation et la désertification. L'une des actions de cette politique, c'est le reboisement. Selon le Ministère de l'Agriculture, plus de 28 millions d'arbres ont été plantés depuis juin 2021. Des opérations comme « 1 jour 5 millions d'arbres et des projets d'agroforesteries sont en cours pour atteindre cet objectif. Le projet THIMO s'inscrit dans cette perspective de lutte contre la désertification, par le reboisement qu'il a initié dans la région de la Bagoué précisément dans les localités de Baya, yélé et Wora. C'est dans ce contexte que certains brigadiers ont été formés au métier de jardinier en vue de faire le reboisement de certains sites à travers les pépinières d'anacardier et de manguier. Ces deux plants ont été choisis car elles regorgent de plusieurs valeurs en cohérence avec les spécificités agroécologiques de la zone. En effet, ce sont des arbres qui ne demandent pas beaucoup d'eau et qui résistent à des conditions climatiques extrêmes, donc propices en zone de savane. Ils luttent aussi contre l'érosion des sols, la désertification (Gbocho et al, 2025). La formation des brigadiers a porté spécifiquement sur le screening environnemental, notamment la sensibilisation sur l'impact des THIMO à la préservation de l'environnement, l'impact de l'anacardier sur la protection des sols de l'érosion. Des modules sur la manière de planter les boutures de manguier, d'anacardier, la manière de faire le greffage des différents plants ont été enseignés. Le coup d'envoi de ce reboisement a été donné le samedi 17 février 2025 dans les différentes sous-préfectures, en présence des autorités que sont : le représentant du maire, le sous-préfet et des représentants des organisations de jeunesse, notamment les présidents des jeunes de ces villages. Dans la mise en œuvre, le travail a consisté pour les brigadiers, pendant 3 mois (février à Avril 2025), tous les jours du lundi au vendredi, entre 16 h et 17 h, à faire le reboisement des sites choisis par les autorités des différentes localités sus-relevées. Ce sont, notamment des parcelles de terre impactées par l'érosion, l'orpillage et les feux de brousse. A cet effet, des plants d'anacardiens, de manguiers étaient fournis par le prestataire EICF.

. Ces activités étaient menées sous la supervision des agents communautaires et des chefs d'équipes recrutés par le projet THIMO.

Les chefs d'équipes aidés par les agents communautaires étaient chargés de pointer les absences et présences des brigadiers de façon quotidienne. Chaque semaine le chef d'équipe faisait le point des pointages aux superviseurs THIMO. C'est au prorata de ces absences et présence que les émoluments de fin de mois étaient établis. Les données de cette étude, montrent que les brigadiers avaient 85% de présence pendant les séances de nettoyage et de reboisement. Au total, selon l'ONG EICF, sur 10 hectares de terres à reboiser à la fin du projet, ce sont plus de 5 hectares de terres qui ont été reboisés dès le démarrage du projet. Dans la localité de Yélé et Baya, par exemple, les 2/3 du reboisement ont été menés en raison de l'impact sur l'environnement de l'orpaillage clandestin. Selon la direction régionale de l'Environnement de la Bagoué, l'orpaillage est l'une des raisons majeures de l'agression du couvert forestier dans la région. A l'effet de parer à l'éventualité de l'avancée du désert, principalement sur les 10 hectares, 6 ont été consacrés au reboisement dans lesdites localités.

2-2-Perceptions sociales des métiers liés à l'environnement dans le projet THIMO

2-2-1-Les métiers d'environnement du projet THIMO perçus comme une courroie à la « disqualification sociale »

Selon Donnadiou (2006) la perception se définit comme l'ensemble des mécanismes et procédures qui nous permettent de prendre connaissance du monde qui nous entoure sur la base des informations élaborées par nos différents sens. Quant à Friedman (2011), il y a toujours plus d'une façon de percevoir quelque chose. Ainsi, des gens de cultures différentes voient parfois différemment les stimuli visuels identiques. Sous ce rapport, les habitants des localités (Baya, Yélé, et Wora) ont des productions idéologiques rattachées à leurs perceptions des métiers de l'environnement issus le projet THIMO. Selon l'analyse des entretiens de terrain, les habitants des localités abritant les THIMO, perçoivent les métiers de préservation de l'environnement comme une courroie à la disqualification sociale. En effet, le projet THIMO forme aux métiers de « pré-collecte des ordures », de « curage des caniveaux », de « balayage » des rues et de « reboisement ». Ces métiers sont perçus majoritairement par les hommes brigadiers comme socialement disqualifiante car ils sont désignés comme des « métiers de femmes ». La pratique de ces activités dans un contexte dominé par le pouvoir phallocratique dans le nord de la Côte d'Ivoire est une passerelle de la désacralisation du statut social de l'homme dans ses rapports avec la junte féminine. Les rôles entre la femme et l'homme sont strictement divisés, classés et dictés par les

normes et valeurs sociales. De ce fait, dans la division sociale du travail en pays senoufo, ces métiers de préservation de l'environnement s'éloignent des tâches exercées par les hommes qui sont des producteurs de subsides familiales à travers la possession du patrimoine foncier. Par contre, ces métiers sont en cohérence avec les tâches domestiques exercées par les femmes, en l'occurrence, le balayage, le nettoyage et la gestion du ménage. Du coup, exercer ces métiers durablement traduit une reconfiguration de l'identité sociale, voire une perte du pouvoir social agnatique. Ce qui pourrait jeter le déshonneur sur les brigadiers hommes recrutés par le projet THIMO et envisagerait leur délégitimation dans la structure des rapports de genre et de pouvoir au sein des communautés villageoises.

Les verbatims d'un brigadier dans la sous-préfecture de Baya permettent d'illustrer cette argumentation

Balayer la maison, la cour est une chose de « femme ». Tu sais, dans nos endroits ici dans nos maisons même, c'est femme qui nettoie, dans la cour, c'est femme qui nettoie, nous on n'est pas habitué à faire ça, par exemple moi je suis chef de famille et puis on me voit balayer, comment les gens vont me voir dans le village, ils vont me voir en femme ». Tu sais nous-mêmes on est garçon et puis on fait ce travail-là, ça nous fait honte. C'est parce qu'on a faim on veut avoir l'argent sinon partout les gens se moquent de nous on nous voit avec les femmes nettoyer les marchés, les routes, les hôpitaux c'est vraiment difficile.

Ce verbatim met en évidence la perception différenciée des métiers de préservation de l'environnement chez les hommes du projet THIMO dans la société senoufo à forte tendance patriarcale. La femme évolue dans une sphère culturelle où son statut et son rôle sont profondément dépendants de l'homme. Par conséquent, faire une activité qui socialement dénote de leur identité, c'est se « diminuer », ou encore « se rabaisser ». Les perceptions sociales arrimées aux métiers d'environnement sont des référents idéologiques qui fabriquent la démobilisation masculine à la pérennisation de la salubrité des villages baya, Yéré et Wora du département de Boundiali. Elles affectent leur engagement dans ces métiers dits de femmes produit par le projet THIMO.

2-2-2- De l'imaginaire social rattaché au métier d'environnement

Selon une analyse transversale des entretiens de terrain, une des perceptions liées aux métiers de préservation de l'environnement dans le cadre de l'implémentation du projet THIMO, se lit dans l'imaginaire social rattaché à ces activités. En effet, un imaginaire social savamment conçu et entretenu au sein de ces communautés locales consiste à dire que : « *ceux qui font le travail des*

ordures sont condamnés à ne pas réussir ». Cet imaginaire social est le produit de la perception négative que se font ces communautés du déchet. Pour eux, le déchet est quelque chose de « répugnant » et « dégradant ». Il jette le « discrédit » et le « malheur » sur les acteurs qui pratiquent les métiers en lien avec le déchet. Du coup, les métiers tels que « curage des caniveaux », « pré-collecte d'ordure », « balayage de rue » sont perçus comme socialement dégradant qui obstruent la voie de la « réussite » et à la « richesse ».

Les propos de F. G. (32 ans) brigadier pour le maintien de la salubrité dans le village de Baya permettent de confirmer cette argumentation :

Ici dans les affaires d'ordures les garçons ne s'intéressent pas à cela, ce sont les femmes qui font ce métier-là ici. Les gens ne pensent pas à ça, on nous dit que nous qui ramassons là on ne va pas réussir. Tu vas rester toujours pauvre quoi... Mais moi, je ne crois pas à ça. Pour moi je fais cela pour faire quelque chose demain. Mais les gens croient en ça chez nous. Ce qui fait que les femmes même délaissent ces activités pour le champ.

Ce morceau de texte témoigne du fait que l'imaginaire social agit aussi bien sur le comportement des femmes que des hommes qui sont dans le projet THIMO. Il a tendance parfois à participer à la démobilisation des acteurs sur le terrain. Ce qui occasionne la désinsertion des femmes dans les métiers de gestion environnementale impulsés par ledit projet au profit des travaux champêtres. Les femmes, le plus souvent sont impactées par ces perceptions dans la mesure où les époux ayant une perception négative de ces travaux encouragent leurs conjointes à les suivre au champ. Souvent les chefs d'équipes constatent une désertion au profit des travaux champêtres.

Les gens ici privilégient leur champ tu sais, pour ne pas déranger les travaux champêtres nous avons fait un planning, avec les brigadiers, surtout avec les femmes mais souvent on nous dit que telle est aller au champ, telle femme est aller au jardin pendant les périodes de nettoyage. (Propos d'un superviseur des activités du projet THIMO).

Par ailleurs, il est important de noter que ces perceptions agissent également comme une violence symbolique, comme le dit Pierre Bourdieu cité par (J.M. Landry, 2006 : p10), contrairement à la violence d'ordre physique, la violence symbolique n'est pas instantanément intelligible. Elle est toujours subtile et invisible, la violence symbolique participe à la soumission et à l'obéissance des individus plus que la violence corporelle. Les effets de cette violence symbolique font perpétuer ces perceptions « *ramasser ordure rend pauvre* ». Ces valeurs, normes et traditions fonctionnent comme une grille de lecture de la réalité sociale dans les localités de Baya, Yélé et Wora.wora :

2-2-3-La construction des THIMO comme projet transitoire et disqualification des emplois décents arrimés aux métiers d'environnement

Selon une analyse macro, le projet de mise en œuvre des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) en vue de l'insertion des jeunes, des femmes et des personnes en situation de handicap, par le financement d'activités génératrices de revenus (AGR) contribue au plan de développement de la région en visant l'autonomisation économique des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables. L'objectif global de la mission est d'assurer d'une part, la mise en œuvre des THIMO en milieu rural au profit des jeunes de 18 à 40 ans dans la Région de la Bagoué pour leur offrir des opportunités d'insertion dans des emplois pérennes et d'autre part, améliorer les infrastructures sociales et économiques des communautés rurales.

Les morceaux du discours, respectivement, du responsable de la cellule projet du Conseil Régional et de l'ong EICF permettent d'illustrer cette analyse :

Les THIMO, c'est plus l'insertion, il fallait trouver un moyen pour rémunérer les villageois, ça pouvait être une autre activité. En fait, l'objectif de la Banque mondiale c'est de faire sortir les jeunes du chômage en leur trouvant une activité génératrice de revenus, donc une partie de leur paie va servir comme épargne pour cela. Tu vois c'est dans cette perspective qu'il y a une passerelle AVEC dans ce projet THIMO. (...) l'objectif ultime des bailleurs c'est l'insertion des jeunes c'est-à-dire ils doivent créer des AGR, le coté environnement est certes important, mais secondaire parce que lorsque les bailleurs arrivent ils regardent combien d'AGR, on a créé.

Sous ce rapport, la vision institutionnelle derrière le projet THIMO s'incarne dans l'insertion socio-économique durable des catégories définies comme jeune dans le tissu social à travers la création d'activités génératrices de revenus. Cette vision macro-économique est mise en œuvre à travers l'initiation de ces acteurs à la manipulation d'un outil associatif dénommé AVEC⁵. Dans cette mesure, le projet THIMO est donc arrimé au projet AVEC. Du coup, les métiers d'environnement qui ont servis comme support pour l'implémentation du projet THIMO dans ces villages sont construits par les acteurs institutionnels, en l'occurrence, la banque mondiale (Bailleurs de fonds) et les structures étatiques de mise en œuvre (Agence emploi jeune) comme des métiers transitoires. En effet, ces métiers d'Environnement, dans un premier volet, sont des

⁵ Association pour la valorisation de l'épargne communautaire anciennement dénommée association villageoise pour l'épargne communautaire

stratégies institutionnelles de captation du capital économique par les jeunes pendant le projet THIMO, et dans un second volet, ces ressources économiques devraient être réorientées dans un système de gestion communautaire, d'entraide et de solidarité. C'est-à-dire, ces ressources devraient être gérées et structurées dans un cadre plus formel par le biais du projet AVEC en vue de leur insertion dans les AGR. La non assimilation de cette vision stratégique par les jeunes recrutés pour le projet THIMO va occasionner une perception différenciée des résultats attendus. Comme l'attestent, les verbatim d'un superviseur dans le village de wora

Pendant les enquêtes ce qui revenait de façon récurrente c'était la difficulté de savoir l'objectif des THIMO par moment, il devait servir à la protection de l'environnement, par moment aussi il devrait servir à l'insertion des jeunes dans le tissu social. Cette ambivalence fait que les résultats attendus ne sont pas toujours à la hauteur de ce qu'on espérait..

Ce morceau de texte met en évidence la démobilisation des jeunes vis-à-vis des métiers de l'environnement institués lors du projet THIMO. La fabrication institutionnelle de ces métiers comme des métiers transitoires pour parvenir à la création des AGR sont des éléments qui complexifient la gestion environnementale car ils imbriquent à la fois projet d'insertion sociale et mécanisme verts de protection environnementale. Cette construction sociale des métiers d'environnement dudit projet est le moteur de la désarticulation entre les actions de l'Agence Emploi Jeune et les politiques publiques de renforcement de la formation et l'encadrement durable de ces jeunes pour la maîtrise des métiers de gestion de la salubrité rurale ou encore des métiers de jardiniers. Ce qui explique la désinsertion des jeunes, des femmes et personnes handicapées de ces métiers. Il est donc escompté, qu'après 9 mois d'implémentation du projet THIMO, il est un regain de résurgence de toutes les problématiques environnementales liées à la salubrité rurale et à la désertification. Il y a donc eu une rupture dans le maintien durable de la gestion de l'environnement. La gestion économique de l'environnement par le projet THIMO dont le résultat à terme est d'aboutir à la création d'activités génératrice de revenus a engendré la disqualification de la création d'emplois décents par le moyen de la formation des jeunes au métiers de gestion environnementale dans les localités rurales de wora , baya et yélé; les localités nord d'implémentation du projet THIMO.

3-Discussion

Les résultats de cette étude s'articulent autour d'un axe principal qui est l'influence des perceptions locales sur la préservation durable de l'environnement. Cet axe principal comprend deux volets

d'analyse.. Nous discuterons d'abord des perceptions endogènes et ensuite le contrôle étatique des projets de développement comme frein à la préservation de l'environnement.

3-1-Les perceptions endogènes comme frein à la préservation de l'environnement

Dans les localités de Baya, Wora et Yélé, les populations appréhendent les métiers de pré collecteur comme « dégradant », « impactant la réussite » des connotations construites par l'imagerie populaire. C'est dans cette perspective que selon, Moscovici (1961) « *les représentations sont des formes de savoirs naïfs, destinées à organiser les conduites et orienter les communications* »

Ces résultats sont en conformité avec les résultats de (Bambara et al., 2013 ; Egware et al 2019; Tanyobe et al., 2024) relativement à l'impact des perceptions endogènes en contexte du réchauffement climatique. En effet, Pamela et al (2019) estiment que l'adoption d'une stratégie par un producteur dépend de sa perception du changement climatique et de ses causes. Selon eux, les croyances, les perceptions socialement ancrées dans une localité peuvent impacter les problèmes environnementaux dans le cadre du changement climatique. Par ailleurs, Tanyobe et al. (2024), considèrent pour leur part que les perceptions endogènes impactent l'adaptation au changement climatique dans et autour de la Réserve de Biosphère de Yangambi. Ils estiment que ces perceptions sociales que les acteurs locaux ont, sont influencées par deux facteurs : d'une part, l'autochtonie qui renvoie au sentiment d'appartenance des communautés locales à leur terre ancestrale, et d'autre part, la faiblesse d'acceptabilité sociale de ladite réserve, y compris de projet mené dans et autour de cette Réserve de Biosphère de Yangambi. (Bambara, et al., 2013) approuve l'impact des perceptions endogènes sur le changement climatique en général, et en particulier, le changement climatique sur la gouvernance environnementale à Tougou et Donsin au Burkina Faso.

En outre, les travaux de (Pavé et al., 1998 ; Nzizidaha, &. Habanimana, 2015 ; Mballo, 2025) complètent les résultats sur l'impact des perceptions endogène sur la gestion environnementale. En effet, pour Pavé et al, (1998) les problèmes environnementaux sont le fait des activités humaines. En analysant les causes des problèmes environnementaux ils mettent en évidence 11 groupes de problèmes, hiérarchisés en fonction du taux de citation global et leur 41 thème. Ces 11 groupes confirment en premier lieu l'importance des problèmes d'environnement bien identifiés dans le débat public et faisant l'objet de nombreux travaux de recherche : le climat, les ressources naturelles (eau, sols, biodiversité, les pollutions, les déchets et les grands secteurs que sont l'énergie, l'agriculture, l'industrie et la santé). Les résultats révèlent également des questions habituellement moins abordées comme « la démographie et le développement » et « la solidarité,

l'éthique et la citoyenneté » qui arrivent en deuxième et troisième position, après le changement climatique. De plus, ces auteurs soulignent l'importance de la pauvreté comme un facteur aggravant des désordres environnementaux. Cependant, même si la pauvreté est un facteur aggravant, il n'en demeure pas moins que les auteurs ne disent pas ce qui amène ces acteurs pauvres à poser des actions qui favorisent le désordre environnemental.

Nzizidaha & Habanimana, (2015) font ressortir la dimension collective des actions humaines comme facteur de désordre environnemental. Pour ces auteurs, les problèmes de la préservation de la biodiversité sont le fait attendu des comportements, de la volonté et l'implication des communautés locales, des décideurs et de toutes les autres parties prenantes. Mballo (2025) focalise son étude sur l'impact de la migration sur la préservation durable de l'environnement. L'auteur, pense qu'une abondante littérature consacrée au nexus migration-environnement s'est développée mais est restée principalement basée sur les données de mesures « objectives », les dimensions « subjectives » du phénomène restent sous-étudiées; les perceptions des évolutions environnementales d'une part, les institutions de migration d'autre part. L'étude synthétise brièvement les connaissances générales sur les perceptions des changements environnementaux et sur les intuitions migratoires causées par les facteurs environnementaux. .

3.2. Le contrôle étatique des projets de développement comme frein à la préservation de l'environnement

Le second résultat de notre étude met en lumière une forme de désarticulation entre les actions de formation et d'encadrement et les politiques publiques d'insertion socio-économique. Ce qui lève un coin de voile sur le contrôle et la réorientation étatique des projets misent en œuvre par les ong.

Ce résultat corrobore le travail de Ymba et al, (2019) en contexte de gestion des ordures ménagères dans la commune de Bingerville entre les instances publiques de gestion et les populations locales. A cet effet, l'auteur fait la lumière sur le rôle imprécis entre les structures étatiques de gestion des ordures et les collectivités locales. Sous ce rapport, notent-ils que la désarticulation des rapports de collaboration entre les structures en charge de la gestion des déchets et la population entraîne la mauvaise gestion des ordures ménagères. . Selon eux cette mauvaise gestion se matérialise par une inégale répartition des coffres à ordures dans la commune de Bingerville. En somme, les populations ne disposent pas de moyen efficace de gestion légale.

Les travaux de (Eviar et al., 2025 ; Seka et al., 2024 ; Kouassi et al., 2024) approuvent également ce résultat. Seka et al., (2024) mettent en évidence le contrôle étatique des mécanismes de

gouvernance de la salubrité, de l'hygiène et de l'assainissement mise en œuvre parfois par certains acteurs locaux dans les communes d'Abidjan. Les auteurs soutiennent que les rapports conflictuels entre les représentants de l'État et certains syndicats de quartiers dans la gestion de l'eau entraîne l'inaccessibilité à l'eau potable Ce qui engendre d'importants problèmes d'assainissement dans les communes d'Abobo, Yopougon et Koumassi, notamment la dégradation de la qualité de l'eau et l'assainissement du cadre de vie. Kouassi et al., (2024) touchent du doigt également de nombreuses insuffisances dans le système de gestion de l'assainissement des quartiers précaires, exposant ainsi les populations aux maladies liées à l'assainissement. Ces auteurs fustigent en outre, les insuffisances dans la régulation des eaux de drainage, occasionnant les problèmes de drainage d'eaux usées provenant des usines ainsi que celle rejetées par les ménages qui sont déversées sans traitement dans la lagune Ebrié par le biais de canaux de drainage des eaux. Cette situation selon eux a fortement contribué à la pollution de la lagune. Par ailleurs, ils mettent l'accent sur l'urbanisation incontrôlée comme frein à la protection de l'environnement dans la ville d'Abidjan. Sous cette houlette, ils ajoutent que certains quartiers dit précaires dont : Doukouré, Yaosehi, Mami faitai, Yamoussoukro, Gbinta et Niangon continue sont situés en dehors du plan directeur d'urbanisme de la commune de yopougon. Ces gens sont donc interdites de construction et par conséquent, ne sont pas pris en compte dans les programmes d'aménagement urbain de la commune. Ce qui entraîne la quasi-inexistence d'infrastructures sanitaires de base dans ces quartiers et la récurrence des problèmes environnementaux. Dans cette optique, que Eviar et al., (2025) soulignent que la persistance de l'insalubrité dans les quartiers d'Abidjan est le fait des problèmes liés à l'assainissement et la disproportionnalité des rôles sociaux entre l'État, les ONG d'environnement, les structures locales de gestion des quartiers; le tout auréolé par le manque de conscience environnementale de la population.

CONCLUSION

Cette étude a été provoquée par un paradoxe : celui de la résurgence des problèmes environnementaux après l'arrêt du projet THIMO en dépit des actions conjointes de l'ONG EICF et de la cellule projet du Conseil Régional de la Bagoué dans le département de Boundiali. Cette situation met en lumière le problème de l'institutionnalisation des pratiques et les valeurs favorisant la gestion durable de l'environnement. L'étude montre que les perceptions différenciées des métiers liés à l'environnement issus du projet THIMO et la réorientation des objectifs dudit projet comme mécanisme d'insertion sociale à travers la mise en place des activités génératrices de revenus ont entraîné la désinsertion des jeunes dans ces métiers d'environnement (pré-collecteur, reboisement). Ce qui dénote de la rupture de la gestion durable de l'environnement dans les localités de wora, baya et yélé . En effet, la perception endogène des populations locales des métiers de pré-collecte d'ordures comme des métiers de disqualification sociale dénotent de l'incohérence de ces métiers avec les valeurs socio-culturelles de celles-ci. Aussi la désarticulation des actions de formation et d'encadrement autour de ces métiers et la mise en œuvre des politiques publiques d'insertion sociale via ledit projet constitue une barrière sociale au maintien de la salubrité rurale et du reboisement dans ces localités du nord de la Côte d'Ivoire. L'étude recommande par ailleurs, que ces métiers d'environnement au-delà de leur construction comme des métiers de transition, peuvent faire l'objet d'un processus de formation et d'encadrement pour les jeunes. Dans cette perspective, l'État contribuera à créer des emplois verts, décents et durables dans le domaine de la protection de l'environnement. Il convient aussi pour l'implémentation de ces projets, de veiller à faire en amont des études socio-anthropologiques sur la dynamique des rapports de genre et le contexte socio-culturels des localités bénéficiaires. Cela permettra en aval, un équilibre dans la réorientation des métiers et l'acceptabilité pour chaque catégorie de jeunes sélectionnés.

BIBLIOGRAPHIE

Boka, A. C., Dakouri, G. D. F., Ouattara. D., Vaka. D. E., (2020). Les raisons de la persistance de l'insalubrité du quartier Anono Extension dans la commune chic de Cocody. Annales de l'Université de Moundou, Seri A-FLASH, Vol.7, N°3, 19p.

Cuny. P., Plancheron. F., Bio A., Kouakou E., Morneau. F., (2023). La foret et la faune de Cote d'Ivoire dans une situation alarmante, Synthèse des résultats de l'inventaire forestier et faunique national, revue des sciences forestières en partenariat avec la recherche au sud, vol 355, 26p.

Donnadiou, Sophie, Gentaz, Edouard, Marendaz, Christian, (2006) La perception. Dans : D.Gaonac'h. Psychologie cognitive et bases neurophysiologiques du fonctionnement cognitif. Paris : Presses universitaires de France.

Eviar, O.B., Kouassi, P.J., Coulibaly, T., (2025). Dégardation environnementale et dynamiques socio-urbaines dans le quartier Koweit à Yopougon (Abidjan, Cote d'Ivoire), Revue Fulbright-Afrique, 42p.

Gbocho, A.Y., Sangare, N., Kobenan, H., (2025). Impact spatio-environnementaux de la dynamique démographique dans le département de Soubré (sud-ouest de la Cote d'Ivoire), Revue.acaref.net, 19p.

Kone, A., Kpangui, K. B., Vroh Bi Tra, A., (2025). Analyse des pressions anthropologiques sur le foret classé de Korhogo, Revue Canadienne de Géographie Tropicale, V.1, 17p.

Kone, K. J., (2025). Problèmes et intérêt de la gestion intelligente des déchets urbains à Korhogo (nord de la Cote d'Ivoire). Revue du Laboratoire et des dynamiques spatiales, 2p.

Landry, J.M., (2006). La violence symbolique chez Bourdieu, Aspect sociologiques, 8p.

Mballo, I., de Longueville, F., Luyts, J., Henry, S., Piguet, E., (2025). Perception des changement environnementaux et intentions de migrer : état de la littérature, Revue territoire environnement et développement.

Moscovici, S., (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales. Dans Denise Jodelet (dir), les représentations sociales. Paris : Presse universitaires de France, 24p.

N'guessan, Y. J., Kone, M., Doufi, K. G-C., Gnahore, E., (2019). Impact des instructions Paysannes sur la physionomie et la dynamique de la végétation du foret classée de Laouda au Centre-Ouest de la Cote d'Ivoire.

Nambahigue, M. B., Hien, H., (2023). Analyse de la politique de gestion des déchets solides ménagers et santé des populations dans la ville de Bondoukou, revue Africaine des sciences Sociales et de la sante Publique Vol.5, N°1, 16p.

Pavé, A., Courtet, C., et Volatier, J.L., (1998). Environnement : comment la communauté scientifique voit les problèmes, GEP Environnement, 1, rue Descartes, 75231, Paris cedex 05, courrier de l'environnement de l'INRA, 6p.

Ruquoy, D., Remy, Jean., (1990). Méthode d'analyse de contenu et sociologie. Presse Universitaire Saint-Louis Bruval 241p.

Seka, G., Kouao, N. S. R., Diabia, T. M., Anoh, P. K., (2024). Problèmes d'assainissement liés aux difficultés d'accès à l'eau potable dans la commune d'Abobo, Yopougon et Koumassi. Revue Espace Géographique et Société Marocaine N°87, 18p.

Silue, A. P., Kouassi, E. K., Soro, D., Kouakou, A. M., Soro, D., (2023). Dynamique paysagère et particularités floristiques de la foret classée de Pouniakélé (Nord-ouest de la Cote d'Ivoire), Revue Marocaine des sciences Agronomiques et vétérinaires, Vol 11, N°2, 192p.

Tanyobé, T.E., Liéna, B.P., Edmond Mokuinema Bomfie, E.M., Ben Israel Bohola Lufukaribu, B. I. B., (2024). Perceptions sociales et adaptation au changement climatique dans et autour de la Reserve de Biosphère de Yangambi (RBY) en République Démocratique du Congo, La revue électronique en sciences de l'environnement.

Ymba, M., N'doli, E. D. S., Brou, E. M. T., (2019). Insalubrité et risques sanitaires dans la commune de Bingerville : cas de EECI, Gbagba et Sicogi 2. Revue de L'ACAREF, 16p.